

26 sep 2004 -20:17

CP-Déclaration Premier - DHL

Déclaration du Premier Ministre au sujet de DHL.

Déclaration du Premier Ministre au sujet de DHL.

Le dossier DHL ne constitue pas un débat qui n'engage aucune des parties. En effet, il y va d'au moins 1.400 emplois directs et de quelque milliers d'emplois indirects supplémentaires qui pourraient être créés à Bruxelles et dans ses environs grâce à l'extension de DHL. Si l'on opère la distinction entre extension et cessation progressive des activités, il s'agit de 3000 emplois directs et de plusieurs milliers d'emplois indirects. Toutefois, la problématique va plus loin encore. En effet, il ne s'agit pas seulement de l'avenir d'une seule société de courrier express et de la difficulté de concilier l'économie et l'écologie. L'enjeu de ce débat est bien plus important. Ce qui est également mis en jeu, c'est la perception de notre pays par les investisseurs futurs. Cette inquiétude a été, à juste titre, dénoncée par les syndicats de DHL. Comment les sociétés étrangères seront-elles encore disposées à investir en Belgique et à créer des milliers d'emplois si la prise d'une seule décision engendre tant de difficultés. Le fonctionnement de nos institutions risque également d'être compromis. Les problèmes qui dépassent les compétences de chacun ne peuvent se résoudre que si l'on oeuvre en faveur d'une loyauté fédérale et que prime l'intérêt général plutôt que des intérêts individuels, régionaux voire sous-régionaux. Ne pas parvenir à une solution ne constitue nullement une option. Aucun citoyen belge ne pourrait l'appréhender. C'est la raison pour laquelle je demande aux trois autorités ainsi qu'aux sept partis qui assument la responsabilité de ce dossier de poursuivre les discussions en toute sérénité. Il convient désormais de garder à l'esprit les intérêts à long terme de notre pays. Ce n'est qu'en agissant de la sorte que nous parviendrons rapidement à une solution. J'invite à nouveau, lundi après-midi, les Gouvernements flamand et bruxellois à se mettre autour de la table sur la base du compromis avancé par les autorités fédérales et des contributions soumises par les Régions. J'invite les parties concernées à un débat serein et constructif, où chacun assume ses responsabilités. Je compte sur un dialogue ouvert et la volonté de parvenir à une solution définitive quant à la problématique posée par DHL. Guy Verhofstadt